

IRES

# Crise de la zone euro, la situation pourrait devenir plus corsée pour l'économie marocaine

«Scénarii de la crise de la zone euro : quelles incidences sur le Maroc ?», est le thème d'un colloque organisé, le jeudi 26 janvier 2012, par l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) à Rabat. Des experts nationaux et étrangers ont pris part à cette manifestation.

C'est un euphémisme de soutenir que le thème du dernier colloque de l'IRES – «Scénarii de la crise de la zone euro : quelles incidences sur le Maroc» – est d'une actualité brûlante. Et d'emblée, M. Mohamed Taoufik Mouline, Directeur Général de l'IRES, a expliqué que «la crise de la zone euro n'est pas une simple crise d'endettement public. Au contraire, il s'agit d'une crise structurelle, reflétant les insuffisances du modèle actuel de l'intégration économique et monétaire». Le problème aujourd'hui est qu'on manque de visibilité sur les perspectives d'évolution de la crise de la zone euro, comme l'a bien laissé entendre l'universitaire Mouna Cherkaoui, qui traitait le thème : «le Maroc face à la crise de l'euro : enjeux et orientations des politiques publiques». Pour cette crise multiforme (financière, budgétaire, sociale, etc.) de la zone euro, elle entrevoit trois scénarii possibles. D'abord, le statu quo, dans ce cas de figure, les différents pays doivent adopter un certain nombre de mesures qui permettent de dépasser la crise sans nécessairement adopter un fédéralisme fiscal et bancaire. Ensuite, l'autre scénario possible est que la zone euro sorte de la crise avec des transformations importantes de l'architecture de la région impliquant une grande intégration économique et politique. Enfin, l'autre scénario,



Une vue de l'assistance

qu'il ne faut pas aussi écarter, est celui de l'éclatement de la zone euro au cas un ou plusieurs pays sortiraient de la monnaie unique.

Et selon M. Mouline, «quelque soit le scénario probable, la détérioration de la situation économique et financière de la zone euro ne manquerait pas d'avoir des répercussions sur les économies sud-méditerranéennes».

En tout état de cause, la crise actuelle n'est pas sans impact sur l'économie marocaine, même si celle-ci est jusqu'à présent la seule à continuer à croître. La croissance faible, voire la récession de la zone euro, se traduira par une réduction de la demande émanant de l'Europe et donc une baisse

des exportations marocaines. De même, la crise de l'euro, monnaie à laquelle est ancrée le dirham, et sa dépréciation face au dollar peut impacter négativement sur la compétitivité du Maroc.

Selon Mme Cherkaoui, «la situation relativement confortable qui prévalait à la veille de la crise de 2008 n'est plus en vigueur aujourd'hui». Chose que confirme M. Karim El Aynaoui, Directeur des Etudes et de la Coopération Internationale à Bank Al-Maghrib, qui soutient que «la situation risque de se compliquer davantage pour les pays émergents qui étaient relativement épargnés jusqu'à présent». Néanmoins, le Maroc peut

compter sur la solidité de ses fondamentaux (déficit budgétaire contenu, inflation faible, dette maîtrisée, etc.) et un système bancaire solide avec des crédits à l'économie toujours en progression, des créances en souffrance très faibles (-5 %), etc.

## Poursuivre les réformes

M. El Aynaoui soutient tout de même que si «le Maroc avait des marges de manœuvre pour absorber le choc, la situation risque de changer si jamais la crise de la zone euro perdurait avec des impacts négatifs sur certains équilibres macroéconomiques». Partant, explique-t-il, il y a urgence de poursuivre les réformes structurelles, de revoir la compensa- >>

>> tion, etc. Et sur la réforme de la compensation, M. Aynaoui explique que «la réforme doit se faire sur le temps afin d'éviter l'impact inflationniste». Pour sa part, tout en reconnaissant l'ampleur de la crise européenne et son impact sur le Maroc, M. Abdelkrim Marrakchi, Vice-Président de la CGEM, a expliqué que cette crise qui touche particulièrement les pays de l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, France, Italie, Grèce, etc.), qui sont moins compétitifs que les autres pays européens, peut entraîner un redéploiement d'une partie de leur industrie sur les pays du Maghreb. Face à la baisse de la demande adressée par l'Europe au Maroc, M. Marrakchi souligne que la CGEM, qui a fait de l'export sa priorité stratégique, souhaite que «l'Etat revoie sa politique fiscale sur les intrants qui handicapent les secteurs exportateurs».

Face à cette crise qui se traduit par des baisses au niveau de la demande extérieure adressée au Maroc, des transferts des MRE, des recettes touristiques, des flux d'investissements directs étrangers et des effets négatifs

## Risque d'aggravation de la problématique de liquidité des banques

Si la crise actuelle a démarré avec le secteur bancaire avant de se propager sur l'économie réelle, au Maroc, ce sont les banques qui ont fortement contribué à la résilience de l'économie nationale, a expliqué M. Hassan El Basri, DG à la BCP et Président de FSBF –CGEM. Cette résilience est expliquée par plusieurs facteurs. D'abord, il y a la faible exposition des banques marocaines à l'international, ce qui limite le risque de contagion. A ce titre, il faut souligner que les avoirs des banques marocaines à l'étranger restent modestes par rapport à leurs fonds propres (1,2 %). De même, environ 70 % du marché bancaire marocain est contrôlé par les banques à capitaux majoritairement marocains. En outre, les engagements des entreprises marocaines en devises représentent à peine 3,3 % des crédits qui leurs sont accordés par les banques.

Ensuite, il y a la robustesse des fondamentaux des banques marocaines avec un ratio de solvabilité moyen supérieur à 11 %, un coefficient d'emploi de 95 %, un taux de créance en souffrance de 4,1 %, etc. Cette robustesse est expliquée par plusieurs facteurs dont la supervision rapprochée de Bank Al-Maghrib qui pousse les banques à se conformer aux standards internationaux, la prépondérance de la banque de détail et de l'intermédiation classique, le contrôle des changes et la maîtrise de la volatilité du panier de devises sur lequel est basé le dirham, etc.

Toutefois, et en dépit de cette résilience, la crise économique et financière européenne a des dommages collatéraux sur le secteur bancaire marocain sachant que l'Europe représente 80 % des recettes touristiques, 65 % des flux d'IDE, 90 % des transferts des MRE et 2/3 des échanges commerciaux. L'impact le plus ressenti par les banques aujourd'hui est lié à la problématique des liquidités du système bancaire. La crise au sein de l'Union européenne peut accentuer cette problématique en entraînant des contractions au niveau des flux d'IDE, des transferts des MRE et des recettes touristiques. De même, elle peut accentuer le taux de rapatriement des dividendes générés par les filiales marocaines des entreprises européennes. A cela, il faut ajouter que le Trésor n'aura de marges pour financer le déficit qui se creuse qu'en pompant sur le marché local du fait d'un environnement international défavorable. En conséquence, tous ces facteurs risquent de contribuer davantage à l'aggravation de la problématique des liquidités des banques marocaines, surtout au cas où la crise deviendrait plus aiguë au niveau de la zone euro.

**MD**

tifs sur certains secteurs de l'économie marocaine (immobilier, tourisme, transport maritime, etc.), le Maroc se doit de redoubler d'effort et de chercher de nouveaux relais de croissance pour son économie. Dans ce cadre,

l'Afrique doit figurer parmi les priorités en tirant profit des relations historiques, culturelles et politiques.

Enfin, rappelons que ce colloque rentre dans le cadre d'une étude en cours d'élaboration et visant à examiner en

profondeur les incidences de la crise de l'euro sur le Maroc, en mettant en exergue les interactions entre les dimensions économiques, financières, sociales, voire institutionnelles de cette crise.

**Moussa Diop**